

Les progrès dans le domaine de la croissance verte sont trop lents

Beaucoup de pays utilisent avec plus d'efficacité qu'auparavant les ressources naturelles et les services environnementaux, et créent plus de richesse par unité de carbone émis, et d'énergie ou de matières premières consommées. Néanmoins, les progrès sont trop lents, et si l'on tient compte du contenu des échanges internationaux en émissions, l'accroissement de la productivité environnementale est plus modeste, indique un nouveau rapport de l'OCDE.

La publication Green Growth Indicators 2017 s'appuie sur une panoplie d'indicateurs allant de l'utilisation des terres à la productivité du CO₂ en passant par l'innovation pour classer 46 pays en fonction de l'équilibre entre croissance économique et pressions sur l'environnement au cours de la période 1990-2015. Il en ressort que ce sont le Danemark, l'Estonie, le Royaume-Uni, l'Italie et la République slovaque qui ont fait le plus de progrès dans le domaine de la croissance verte depuis 2000.

Le rapport montre qu'aucun des pays étudiés n'obtient des résultats satisfaisants dans toutes les dimensions de la croissance verte et que la plupart d'entre eux n'ont pas encore complètement rompu le lien entre croissance économique, d'une part, et consommation d'énergie fossile et émissions polluantes, d'autre part. Les avancées sont souvent insuffisantes pour préserver le capital naturel ou atténuer la pression exercée sur les écosystèmes et les services fournis par le milieu naturel, comme l'épuration de l'eau et la régulation du climat.

« Des signes de croissance verte apparaissent, mais la plupart des pays ne progressent que sur un ou deux fronts, et guère sur les autres », a indiqué Simon Upton, Directeur de l'environnement de l'OCDE. « Des efforts plus importants sont nécessaires à tous les niveaux pour sauvegarder les actifs naturels, réduire notre empreinte collective sur l'environnement et couper le lien entre croissance et pressions environnementales ».

Selon le rapport, depuis 1990, tous les pays de l'OCDE et du G20 ont accru leur productivité globale corrigée de l'environnement (qui mesure la productivité économique en tenant compte des pressions telles que la pollution et l'utilisation des ressources naturelles).

La productivité du carbone (PIB par unité de CO₂ émis) s'améliore, la moitié des 35 pays membres de l'OCDE « découplant » leurs émissions et leur croissance, ce qui signifie que leurs émissions n'augmentent plus parallèlement à leur expansion économique. Ce sont la Suisse et la Suède qui affichent la productivité du carbone la plus élevée, et la République slovaque, la Lettonie et la Pologne ont toutes trois réduit leurs émissions de CO₂ alors que leur PIB grimpe.

Le bilan est plus nuancé lorsque les flux commerciaux sont pris en considération et si les émissions sont envisagées du point de vue de la consommation finale. La plupart des pays de l'OCDE sont importateurs nets d'émissions de CO₂, de sorte que, si l'on comptabilise le CO₂ émis aux stades de la production des biens et services à l'étranger, seuls 12 pays de l'OCDE ont découplé leurs émissions et leur PIB.

Pour obtenir 1 000 USD de PIB, les pays de l'OCDE consomment en moyenne environ 420 kg de matières non énergétiques et 111 kg d'énergie (en équivalent pétrole), et émettent à peu près 260 kg

de CO2.

Les autres grands enseignements du rapport sont notamment les suivants :

Sur les 46 pays étudiés, c'est en Islande, au Costa Rica et en Suède que les énergies renouvelables occupent la plus grande place dans le mix énergétique. La proportion moyenne des renouvelables est plus élevée dans les BRIICS (14.8 %) que dans les pays de l'OCDE (9.6 %), mais elle a chuté dans les premiers depuis 1990, alors qu'elle augmente dans les seconds. (Voir p. 41.)

Ce sont la Chine et les États-Unis qui extraient le plus de matières premières non énergétiques, suivis de l'Inde et du Brésil (surtout de la biomasse), puis de l'Afrique du Sud et du Canada (principalement des métaux). Globalement, l'extraction de matières a augmenté de plus de 200 % depuis 1980, en grande partie du fait du développement massif de l'exploitation des minéraux non métalliques. La productivité matérielle la plus élevée est obtenue par les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Japon. (Voir p. 45.)

Les zones urbaines grandissent rapidement, y compris dans certains pays déjà très urbanisés, et, dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, les zones bâties croissent plus vite que la population. La superficie occupée par les bâtiments a gagné 30 % depuis 1990. Globalement, une surface égale à celle du Royaume-Uni a été bâtie depuis cette date. Empiéter sur les terres pour construire diminue la superficie agricole, appauvrit la biodiversité et a des effets négatifs sur le cycle de l'eau. (Voir p. 64-67.)

La pollution de l'air se maintient à un niveau dangereusement élevé. Moins d'un pays membre de l'OCDE sur trois respecte les valeurs guides de l'OMS concernant les concentrations de particules fines, et le niveau de pollution déjà élevé en Chine et en Inde est en train d'empirer. (Voir p. 87.)

Au début des années 2000, une poussée de l'innovation et des technologies vertes a stimulé la productivité et la croissance, mais depuis 2011, l'activité inventive a ralenti dans tous les grands domaines technologiques liés à l'environnement. Environ 90 % des technologies vertes ont leur origine dans les pays de l'OCDE, mais les contributions de la Chine et de l'Inde augmentent vite. (Voir p. 102-105.)

Les pays recourent davantage aux taxes liées à l'environnement, mais la contribution de celles-ci aux recettes fiscales totales diminue depuis 1995. Elles ont rapporté 5.2 % des recettes fiscales dans les pays de l'OCDE, soit beaucoup moins que les impôts sur le travail. (Voir p. 125, 129.)

Télécharger le rapport :

<http://www.oecd.org/fr/environnement/green-growth-indicators-2017-9789264268586-en.htm>